

RCS : RENNES
Code greffe : 3501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de RENNES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2001 B 00431
Numéro SIREN : 437 493 455
Nom ou dénomination : 6ENERGY GROUP

Ce dépôt a été enregistré le 07/09/2023 sous le numéro de dépôt 12440

6ENERGY GROUP

Société à Responsabilité Limitée au capital de 589 479,42 €
Siège social : La Palmeraie – 11 Rue du Bois de Soeuvres
35770 Vern-sur-Seiche
RCS Rennes n°437.493.455
La « **Société** »

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

EN DATE DU 13 MARS 2023

L'an deux mille vingt-trois (2023)

Le treize mars (13/03)

A 11 heures,

Les associés de la Société 6ENERGY GROUP se sont réunis au siège social en Assemblée Générale Extraordinaire.

Sont présents et ont signé la feuille de présence en entrant en séance :

Monsieur Laurent RAISON, titulaire de Numérotées de 16 095 à 30 462,	14 368 parts
---	--------------

La SARL HBO, titulaire de Numérotées de 001 à 16 094 et de 50 001 à 50 593,	16 687 parts
--	--------------

Monsieur Philippe AULNETTE, titulaire de Numérotées de 41 368 à 45 867,	4 500 parts
--	-------------

La SARL HPA, titulaire de Numérotées de 33 047 à 41 367,	8 321 parts
---	-------------

La SAS STH, titulaire de Numérotées de 45 868 à 50 000,	4 133 parts
--	-------------

Monsieur Xavier MEDARD, titulaire de Numérotées de 50 594 à 51 186,	593 parts
--	-----------

La société OHANA INVESTISSEMENTS, titulaire de Numérotées de 51 187 à 51 779,	593 parts
--	-----------

La société M-PARTICIPATIONS, titulaire de Numérotées de 51 780 à 52 838,	1 059 parts
---	-------------

Total égal au nombre de parts composant le capital social

50 254 parts

Tous les associés étant présents, l'Assemblée est régulièrement constituée et peut, en conséquence, valablement délibérer.

Monsieur Laurent RAISON préside la réunion de l'Assemblée, en sa qualité de gérant associé.

M..... est nommé(e) Secrétaire de séance.

Les Associés peuvent prendre connaissance des documents suivants déposés sur le bureau de l'Assemblée :

- les statuts sociaux,
- le texte des projets de résolutions soumises à l'Assemblée Générale,
- l'acte de cession de parts sociales sous condition résolutoire entre HPA et M-PARTICIPATIONS.

Puis, le Président déclare que tous les documents et renseignements prévus par la Loi et les Règlements ont été communiqués aux associés préalablement à la présente Assemblée Générale, de manière à leur permettre de participer au vote des résolutions ci-après en parfaite connaissance de cause.

L'Assemblée Générale lui donne acte de ces déclarations, et reconnaît expressément la validité de sa réunion.

Puis le Président rappelle que l'ordre du jour de la présente Assemblée est le suivant :

- prise d'acte de la réalisation d'une cession de parts sociales entre associés,
- modifications statutaires corrélatives,
- pouvoirs pour les formalités,
- questions diverses.

Le Président ouvre la discussion. Personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions inscrites à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION

Prise d'acte de la réalisation d'une cession de parts sociales entre associés

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions prises à titre extraordinaire, **prend acte** de la réalisation de la cession par la société HPA, de mille cinq cent quarante (1 540) parts sociales de la Société, numérotées de 39 828 à 41 367 inclus, au bénéfice de la société M-PARTICIPATIONS, moyennant un prix global de 259 943 euros,

précise en tant que de besoin que la présente cession de parts sociales intervient entre associés de la Société et que celle-ci est donc libre au regard des dispositions de l'Article 10 des statuts, relatifs à l'agrément statutaire.

Cette résolution, mise aux voix, est ☒ adoptée ☐ rejetée

☒ à l'unanimité ou parvoix pour, voix contre,voix d'abstention

DEUXIEME RESOLUTION

Modifications statutaires corrélatives sous conditions suspensives

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions prises à titre extraordinaire, **décide** de modifier comme suit les articles 6 et 8 des statuts de la Société, à savoir :

ARTICLE 6 – Apports

[...] Inchangé

Insertion de l'aliné suivant :

« Suivant acte de cession de parts sociales sous seing privé en date du 13 mars 2023, la société HPA a cédé à titre onéreux à la société M-PARTICIPATIONS la pleine propriété de mille cinq cent quarante (1 540) parts sociales de la Société, numérotées de 39 828 à 41 367 inclus ».

ARTICLE 8 – Parts sociales

Nouvelle rédaction :

Les parts sociales sont attribuées comme suit à l'issue de la dernière assemblée générale extraordinaire :

- | | |
|---|--------------|
| - Monsieur Laurent RAISON,
Quatorze-mille trois cent soixante huit parts sociales
numérotées de 16 095 à 30 462 | 14 368 parts |
| - HBO SARL,
Seize-mille six cent quatre-vingt-sept parts sociales
numérotées de 001 à 16 094 et de 50 001 à 50 593, | 16 687 parts |
| - Monsieur Philippe AULNETTE,
Quatre mille cinq cents parts sociales
numérotées de 41 368 à 45 867, | 4 500 parts |
| - HPA SARL,
Six mille sept cent quatre-vingt-une parts sociales
numérotées de 33 047 à 39 827, | 6 781 parts |
| - STH SARL,
Quatre mille cent trente-trois parts sociales
numérotées de 45 868 à 50 000, | 4 133 parts |
| - Monsieur Xavier MEDARD,
Cinq cent quatre-vingt-treize parts sociales
numérotées de 50 594 à 51 186, | 593 parts |

- OHANA INVESTISSEMENTS, 593 parts
Cinq cent quatre-vingt-treize parts sociales
numérotées de 51 187 à 51 779,

- M-PARTICIPATIONS, 2 599 parts
Deux mille cinq cent quatre-vingt-dix neuf parts sociales
numérotées de 39 828 à 41 367
et de 51 780 à 52 838,

Total égal au nombre de parts composant le capital social 50 254 parts ».

[...] Inchangé

Cette résolution, mise aux voix, est ☒ adoptée ☐ rejetée
☒ à l'unanimité ou parvoix pour, voix contre,voix d'abstention

TROISIEME RESOLUTION

Pouvoirs pour les formalités

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions prises à titre extraordinaire, **confère** tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié(e) conforme du présent procès-verbal aux fins d'accomplir toutes formalités de dépôt, de publicité et autres qu'il appartiendra et qui seraient nécessaires compte tenu des résolutions adoptées au cours de la présente Assemblée Générale.

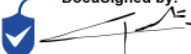
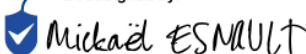
Cette résolution, mise aux voix, est ☐ adoptée ☐ rejetée
☒ à l'unanimité ou parvoix pour, voix contre,voix d'abstention

* * *

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, le Président lève la séance.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé par les associés et le gérant, après lecture.

Monsieur Laurent RAISON Gérant 	SARL HBO Monsieur Laurent RAISON 
--	---

SARL HPA Monsieur Philippe AULNETTE DocuSigned by:  DDF3E148FF3B41C...	Monsieur Philippe AULNETTE DocuSigned by:  DDF3E148FF3B41C...
SARL STH Monsieur Stéphane TREMIER DocuSigned by:  156635DBD184438...	Pour OHANA INVESTISSEMENTS Monsieur Antoine GAUTIER DocuSigned by:  CFFDF8C688F14BC...
Monsieur Xavier MEDARD DocuSigned by:  898B477685F14A2...	Pour M-PARTICIPATIONS Monsieur Mickaël ESNAULT DocuSigned by:  5394895CCC4C4F5...

ACTE DE CESSIION DES PARTS SOCIALES DE LA SARL 6NERGY GROUP

SOUS CONDITION RESOLUTOIRE

ENTRE LES SOUSSIGNE(E)S :

La société HPA

Société à responsabilité limitée unipersonnelle au capital de 383 708,00 €
Dont le siège social est situé 29 Rue du Trémène – 35410 Châteaugiron
Immatriculée au RCS de Rennes sous le numéro 537 532 103

Représentée à l'effet des présentes par son Gérant, Monsieur Philippe AULNETTE, dûment habilité à l'effet des présentes, ainsi qu'il le déclare,

Ci-après également désignée le « **Cédant** »,

DE PREMIERE PART,

ET :

La société M-PARTICIPATIONS

Société à responsabilité limitée au capital de 638 370,00 €
Dont le siège social est situé 5 Boulevard du Maréchal Foch – 49100 Angers
Immatriculée au RCS d'Angers sous le numéro 531 452 779

Représentée à l'effet des présentes par son gérant, Monsieur Mickaël ESNAULT, dûment habilité à l'effet des présentes ainsi qu'il le déclare,

Ci-après également désignée le « **Cessionnaire** » ou l'« **Acquéreur** »,

DE SECONDE PART,

Les soussignés de première et seconde part étant ci-après dénommés collectivement les « **Parties** » et individuellement une/la « **Partie** ».

Intervenant aux présentes :

La société 6ENERGY GROUP

Société à responsabilité limitée au capital de 584 013,24 euros
Dont le siège social est situé 11 Rue du Bois de Soevres – Immeuble la Palmeraie – 35770 Vern-sur-Seiche
Immatriculée au RCS de Rennes sous le numéro 437 493 455

Représentée à l'effet des présentes par son gérant, Monsieur Laurent RAISON, dûment habilité à l'effet des présentes, ainsi qu'il le déclare.

EXPOSE PREALABLE

Au terme d'un échange entre les Parties, la société HPA, soussignée de première part, a accepté de céder à la société M-PARTICIPATIONS, soussignée de seconde part, la pleine propriété de 1 540 parts sociales qu'elle détient dans le capital de la société 6ENERGY GROUP ci-après plus amplement désignée, en contrepartie et sous la condition résolutoire de la remise en nature concomitante de 827 actions ordinaires de la société 6TM GROUP (RCS Rennes n°417.954.740).

Caractéristiques de la Société dont les titres sont cédés

1.1. Constitution

La société dénommée 6ENERGY GROUP a été constituée sous forme de société à responsabilité limitée suivant acte sous seing privé en date à Cesson-Sévigné du 18 avril 2001 et est immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Rennes depuis le 19 avril 2001 sous le numéro 437.493.455 (Ci-après la « **Société** »).

1.2. Forme sociale

La Société existe actuellement sous forme d'une société à responsabilité limitée, ainsi que cela est dit ci-avant.

Elle est régie par ses statuts, par le Code de commerce ainsi que par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur.

1.3. Siège social

Le siège de la Société est actuellement situé Immeuble La Palmeraie - 11 Rue du Bois de Soeuvres – 35770 Vern-sur-Seiche.

1.4. Durée – Exercice social

La Société a été constituée pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf (99) années, commençant à courir à compter de son immatriculation auprès du Registre du Commerce et des Sociétés.

Chaque exercice social a une durée de 12 mois, commençant le 1^{er} juillet de chaque année et se terminant le 30 juin de l'année suivante.

1.5. Objet social

Conformément à l'**Article 2 « Objet »** des statuts de la Société :

« La société a pour objet la prise de participation par achat, échange ou souscription dans toute entreprise créée ou à créer, quel que soit leur objet, en France ou à l'étranger ;

la gestion, la cession et l'échange de tout portefeuille de titres de sociétés quelle que soit la nature de celles-ci ;

le portage en tout ou partie de portefeuille de titres ou d'options de souscription de titres de sociétés quelle que soit la nature de celles-ci ;

le prêt d'argent aux sociétés ou aux associés des sociétés dans lesquelles la société détient une participation ;

la prise de brevet, la recherche et développement, l'achat, la concession, l'échange de tous droits de propriété intellectuels ou industriels ; l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevet, droit d'auteur ou savoir-faire se rattachant à l'objet social, son extension ou son développement ;

la prise, la vente, la location ou l'achat et la mise à disposition de noms de domaines ;

*Les prestations de services de type administratif, financier, marketing, ainsi que le conseil en organisation, la formation ainsi que toute étude ou expertise dans ces domaines ;
Toutes opérations nécessaires à la bonne gestion de ses actifs.*

Et en général, toutes opérations se rapportant à cet objet ou contribuant à sa réalisation et notamment accorder toutes garanties au profit d'établissements bancaires ou financiers, quelles qu'elles soient (hypothèque, caution, aval, etc.) pourvu que ces opérations n'altèrent pas son caractère civil.

A titre subsidiaire, la société a pour objet également tant pour le compte des entreprises, administrations que pour le compte de particuliers :

- la conception et le développement de logiciels et de composants informatiques ; la création et la gestion de bases de données par tous procédés ; l'édition de logiciels et de bases de données ;*
- la conception, l'installation et l'exploitation de tous réseaux informatiques de type intranet, extranet et internet ainsi que de tous dispositifs de communications et notamment de tous serveurs informatiques et télématiques, tant pour son compte que pour le compte de tiers ;*
- le conseil et les prestations de services pour étudier, organiser et mettre en place de tels serveurs et services, y inclus les opérations de maîtrise d'œuvre et de maîtrise d'ouvrage déléguée ainsi que la conception graphique de tous éléments ;*
- la fourniture d'accès à des réseaux informatiques de communication ou de télécommunication, la fourniture de services électroniques de communication ; les prestations d'étude de sécurité et de fournitures de dispositifs de sécurité ;*
- les opérations d'infogérance de systèmes et d'équipes informatiques ;*
- les activités de formation, relatives aux domaines précités ;*
- le conseil en gestion et en organisation,*
- la vente de serveurs informatiques ainsi que les activités de négoce de matériels, de consommables et de fournitures pour l'informatique et la bureautique ainsi que les opérations d'importation et d'exportation de ceux-ci ;*
- la sous-traitance de contrats ainsi que la sous-traitance de l'exploitation de serveurs et de réseaux informatiques, le mandat de gestion de tels équipements ».*

1.6. Direction de la Société

Monsieur Laurent RAISON exerce seul le mandat de Gérant de la Société.

1.7. Capital social

A la date des présentes, le capital social s'élève à la somme de 589 479,42 euros. Il est divisé en 50 254 parts sociales, toutes de même catégorie, de 11,73 euros de valeur nominale unitaire (ci après les « Parts » ou les « Titres »), entièrement libérées et attribuées aux associés comme suit :

- A Monsieur Laurent RAISON, la pleine propriété de 14 368 parts sociales, numérotées de 16 095 à 30 462 inclus ;
- A la société HBO, la pleine propriété de 16 687 parts sociales, numérotées de 1 à 16 094 inclus et de 50 001 à 50 593 inclus ;

- A Monsieur Philippe AULNETTE, la pleine propriété de 4 500 parts sociales, numérotées de 41 368 à 45 867 inclus ;
- A la société HPA, la pleine propriété de 8 321 parts sociales, numérotées de 33 047 à 41 367 inclus ;
- A la société STH, la pleine propriété de 4 133 parts sociales, numérotées de 45 868 à 50 000 inclus ;
- A Monsieur Xavier MEDARD, la pleine propriété de 593 parts sociales, numérotées de 50 594 à 51 186 inclus ;
- A la société OHANA INVESTISSEMENTS, la pleine propriété de 593 parts sociales, numérotées de 51 187 à 51 779 inclus ;
- A la société M-PARTICIPATIONS, la pleine propriété de 1 059 parts sociales, numérotées de 51 780 à 52 838 inclus.

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 50 254 parts sociales

1.8. Patrimoine de la Société

1.8.1. Activité de la Société

La Société exerce une activité de société holding.

1.8.2. Options fiscales

Il est précisé que la Société est assujettie à l'impôt sur les sociétés, dans les conditions de droit commun.

1.9. Transmission des parts sociales et clause d'agrément

Les conditions de la transmission des parts entre vifs au sein de la Société sont fixées à l'Article 10 « Cessions et transmissions de parts » des statuts sociaux, lequel est rédigé comme suit :

« Article 10 – CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

Toute cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou sous seings privés.

Elle n'est opposable à la Société qu'après lui avoir été signifiée par exploit d'huissier ou l'avoir acceptée dans un acte authentique conformément à l'Article 1690 du Code Civil. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités et en outre après publicité au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Toute autre cession sera soumise au consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

A l'effet d'obtenir ce consentement, le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois, à compter de la dernière des notifications le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, les Associés sont tenus, dans le délai de trois mois, à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'Article 1868 alinéa 5 du Code Civil. A la demande de la gérance, ce délai peut être prorogé une seule fois par décision de Justice, sans que cette prorogation puisse excéder six mois.

La Société peut également avec le consentement de l'Associé cédant, décider, dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet Associé et de racheter ces parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans peut, sur justification, être accordé à la société par décision de Justice ; les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Si à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues, aux deux alinéas qui précèdent n'est intervenue, l'Associé peut réaliser la cession initialement prévue, à la condition toutefois qu'il possède les parts qui en ont fait l'objet depuis au moins deux ans, à moins qu'il ne les ait recueillies en suite de succession, de liquidation de communauté, de biens entre époux, de donation par son conjoint ou par un ascendant ou descendant.

Si cette condition n'est pas remplie, l'Associé cédant ne pourra se prévaloir des dispositions prévues ci-dessus concernant le rachat de ses parts, et, en cas de refus d'agrément, il restera propriétaire des parts objet de la cession projetée.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous modes de cession, même aux adjudications publiques en vertu d'ordonnance de Justice ou autrement, ainsi qu'aux transmissions de parts sociales entre vifs à titre gratuit.

CECI ETANT RAPPELE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1. OBJET

Par les présentes, la société HPA cède et transporte, sous les garanties ordinaires et de droit applicables, au bénéfice de la société M-PARTICIPATIONS, la pleine propriété de mille cinq cent quarante (1 540) parts sociales, numérotées de 39 828 à 41 367 inclus, qu'il détient dans le capital de la Société.

L'Acquéreur accepte le bénéfice de la cession de parts sociales ci-avant relatée, sous réserve du respect des conditions qui vont suivre.

Il est expressément convenu entre les Parties que lesdites parts sociales sont cédées à la Date de Réalisation définie à l'**Article 2** ci-après, en pleine propriété, libres de tous privilèges, nantissements, revendications ou restrictions de quelque nature que ce soit.

L'Acquéreur sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts sociales acquises auprès du Cédant, à compter de la Date de Réalisation.

ARTICLE 2. DATE DE REALISATION

L'Acquéreur sera propriétaire des parts cédées et en aura la jouissance à compter de la date de signature des présentes (ci-après la « **Date de Réalisation** »), sans préjudice de l'application de la condition résolutoire définie à l'article 3.3 ci-après.

En conséquence, il aura seul droit à tous les dividendes qui seront mis en distribution sur ces parts sociales à compter de la Date de Réalisation.

ARTICLE 3. PRIX – MODALITES DE PAIEMENT EN NATURE – CONDITION RESOLUTOIRE

3.1. Prix des parts sociales cédées

La cession par la société HPA de mille cinq cent quarante (1 540) parts sociales de la Société, numérotées de 48 461 à 50 000 inclus, est consentie et acceptée moyennant le prix ferme, forfaitaire et définitif de DEUX CENT CINQUANTE-NEUF MILLE NEUF CENT QUARANTE-TROIS EUROS (259 943 €), soit 168,72 euros (arrondi) par part sociale cédée.

Le prix des parts sociales cédées a été convenu de gré et gré entre le Cédant et l'Acquéreur.

3.2. Modalités de paiement du Prix en nature

Le Prix est payé par le Cessionnaire au Cédant en nature par la remise de 827 actions ordinaires qu'il détient en pleine propriété dans le capital de la société 6TM GROUP, société par actions simplifiée au capital de 100 000 euros divisé en 19 741 euros de 5,06(56...) de valeur nominale unitaire, dont le siège social est situé « La Palmeraie – 11 Rue du Bois de Soeuvres – 35770 Vern-sur-Seiche », immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Rennes sous le numéro 417.954.740.

3.3. Condition résolutoire

En conséquence, la présente cession de parts sociales est soumise à la condition résolutoire de la signature concomitante entre les Parties d'un acte de cession d'actions et d'un ordre de mouvement aux termes desquels la société M-PARTICIPATIONS, soussignée de seconde part, cède à la société HPA, soussignée de première part, la pleine propriété de 827 actions ordinaires de la société 6TM GROUP, désignée au paragraphe 3.2 ci-avant, moyennant un prix unitaire de 314,32 euros (arrondi) par action cédée de ladite société.

A défaut, sauf autre accord entre les Parties, la présente cession de part sociale sera résolue de plein droit, sans indemnité de part ni d'autre.

ARTICLE 4. COMPTE-COURANT D'ASSOCIE

Le Cédant déclare faire son affaire personnelle du remboursement de l'éventuelle créance inscrite en compte-courant d'associés qu'il détiendrait sur la Société.

ARTICLE 5. AGREMENT STATUTAIRE DE L'ACQUEREUR

Conformément à l'Article 10 « Cession et transmission de parts » des statuts de la Société, les cessions de parts sociales entre associés sont libres. En conséquence, la présente cession de parts sociales, intervenant entre associés de la Société, ne requiert pas l'agrément statutaire.

ARTICLE 6 – OPPOSABILITE DE LA CESSION – MODIFICATIONS STATUTAIRES

6.1. Opposabilité de la cession à la Société

En vue de l'opposabilité de la présente cession de Titres à la Société, le Gérant de la Société, Monsieur Laurent RAISON, dûment habilité, intervient aux présentes, et déclare recevoir un exemplaire original du présent acte, conformément aux dispositions de l'article L.221-14 du Code de commerce, sur renvoi de l'article L.223-17 du Code de commerce.

6.2. Modifications statutaires corrélatives

Sur les diligences de la gérance de la Société, les articles 6 et 8 des statuts de la Société seront modifiés ainsi qu'il suit, conformément aux délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 mars 2023, à savoir :

ARTICLE 6 – Apports

[...] Inchangé

Insertion de l'aliné suivant :

« Suivant acte de cession de parts sociales sous seing privé en date du 13 mars 2023, la société HPA a cédé à titre onéreux à la société M-PARTICIPATIONS la pleine propriété de mille cinq cent quarante (1 540) parts sociales de la Société, numérotées de 39 828 à 41 367 inclus ».

ARTICLE 8 – Parts sociales

Nouvelle rédaction

Les parts sociales sont attribuées comme suit à l'issue de la dernière assemblée générale extraordinaire :

- | | |
|--|--------------|
| - Monsieur Laurent RAISON, | 14 368 parts |
| Quatorze-mille trois cent soixante huit parts sociales | |
| numérotées de 16 095 à 30 462, | |
|
- HBO SARL, | 16 687 parts |

*Seize-mille six cent quatre-vingt-sept parts sociales
numérotées de 001 à 16 094 et de 50 001 à 50 593,*

- | | |
|--|-------------|
| - Monsieur Philippe AULNETTE,
Quatre mille cinq cents parts sociales
numérotées de 41 368 à 45 867, | 4 500 parts |
| - HPA SARL,
Six mille sept cent quatre-vingt-une parts sociales
numérotées de 33 047 à 39 827, | 6 781 parts |
| - STH SARL,
Quatre mille cent trente-trois parts sociales
numérotées de 45 868 à 50 000, | 4 133 parts |
| - Monsieur Xavier MEDARD,
Cinq cent quatre-vingt-treize parts sociales
numérotées de 50 594 à 51 186, | 593 parts |
| - OHANA INVESTISSEMENTS,
Cinq cent quatre-vingt-treize parts sociales
numérotées de 51 187 à 51 779, | 593 parts |
| - M-PARTICIPATIONS,
Deux mille cinq cent quatre-vingt-dix neuf parts sociales
numérotées de 39 828 à 41 367 inclus
et de 51 780 à 52 838, | 2 599 parts |

<i>Total égal au nombre de parts composant le capital social</i>	<i>50 254 parts »</i>
--	-----------------------

[...] Inchangé

Le reste de l'article demeure inchangé.

ARTICLE 7 – CONVENTION DE GARANTIE

D'un commun accord entre les Parties, la présente cession de parts sociales est consentie sans qu'une convention de garantie de déclarations ou d'actif et de passif ne soit conclue.

ARTICLE 8 – DECLARATIONS DES PARTIES

8.1. Déclarations communes du Cédant et de l'Acquéreur

Le Cédant et l'Acquéreur déclarent, chacun pour ce qui le concerne :

- que son identification en-tête des présentes est exacte,

- qu'il a la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement, qu'il ne fait pas présentement l'objet d'une procédure collective, ni n'est susceptible de l'être en raison de ses profession et fonctions, ni n'est en état de cessation des paiements ou déconfiture,
- plus généralement, que rien dans sa situation juridique respective n'empêche la parfaite réalisation de la présente cession de parts sociales,
- et qu'il est résident fiscal français, au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

8.2. Déclarations spécifiques du Cédant relatives aux parts sociales cédées

Plus spécifiquement, le Cédant déclare :

- qu'il n'existe de son chef aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition des parts sociales cédées, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies ;
- que les parts sociales cédées sont libres de tout gage ou nantissement conventionnel ou judiciaire ou de toute promesse de gage ou de nantissement.

8.3. Conjoints communs en biens

Le Cédant étant une personne morale, les dispositions de l'article 1424 du Code civil ne sont pas applicables.

Par ailleurs, l'Acquéreur étant également une personne morale, les dispositions de l'article 1832-2 du Code civil ne sont pas applicables.

ARTICLE 9 – DECLARATIONS POUR L'ENREGISTREMENT

Les Parties déclarent que :

- la présente cession n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article 1655 *ter* du Code général des impôts ;
- la Société dont les parts sont présentement cédées n'est pas à prépondérance immobilière ;
- la Société dont les parts sont cédées est soumise de plein droit à l'impôt sur les sociétés ;
- le nombre total de parts composant le capital social de la Société est de 49 788 parts et qu'au cas d'espèce, 1 540 parts sociales sont présentement cédées.

Conformément aux dispositions de l'article 726-1 bis du Code général des impôts, la présente cession de parts sociales donne en principe lieu à l'application du droit de 3 % appliqué au prix de cession.

Toutefois, en application du même article, l'assiette du prix de cession est réduite d'un abattement égal au rapport entre la somme de 23 000 euros, multipliée par le nombre de parts sociales cédées, puis divisée par le nombre total de parts composant le capital de la Société. Au cas d'espèce, le montant global de l'abattement applicable s'élève à 23 000 € x (1 540 / 49 788) = 711,42 € (arrondi).

En conséquence, l'Acquéreur déclare et s'oblige à faire son affaire personnelle du paiement des droits

d'enregistrement le concernant, et ce dans un délai maximum de TRENTE (30) jours à dater de la signature des présentes. Au cas d'espèce, le montant global des droits s'élève à [(259 943 € - 711,42 €)]x3% = **7 777 €** (arrondi à l'euro supérieur).

ARTICLE 10 – PREAMBULE ET ANNEXES

Les Parties conviennent que les dispositions stipulées en préambule et les annexes des présentes font partie intégrante du présent acte.

ARTICLE 11 – AUTONOMIE DES STIPULATIONS CONTRACTUELLES

Pour le cas où une ou plusieurs des clauses des présentes seraient annulées par décision passée en force de chose jugée, la nullité de ladite clause n'entraînera pas la nullité des présentes.

Dans de telles circonstances, les Parties négocieraient de bonne foi afin de remplacer la stipulation concernée par une autre stipulation valide et légale ayant le même effet économique ou aussi similaire que possible que celui prévu par la première stipulation.

ARTICLE 12 - TOLERANCE

La renonciation à invoquer le bénéfice d'une clause quelconque du présent acte dans un cas particulier ne saurait être interprétée comme constituant une renonciation à invoquer cette clause ou toute autre clause dans un autre cas.

ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITE

Les Parties reconnaissent que les présentes revêtent un caractère confidentiel, à l'exception du transfert de propriété des Parts en découlant ou de toutes informations devenant nécessaire à la bonne exécution des présentes.

Cette obligation de confidentialité est stipulée sans limitation de durée. Elle s'éteindra, le cas échéant, lorsque les informations concernées seront devenues publiques.

ARTICLE 14 - NOTIFICATION

Toute notification au terme du présent acte devra être effectuée soit par lettre remise en mains propres contre décharge, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux adresses figurant en tête des présentes ou à toute autre adresse régulièrement notifiée.

Toute notification sera réputée réalisée soit lors de la remise en mains propres, soit lors de la première présentation de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

ARTICLE 15 – FRAIS - INTERMEDIAIRES

Chacune des Parties supportera et règlera les honoraires et frais de ses conseils respectifs.

Les droits d'enregistrement et autres frais annexes liés aux cessions seront à la charge de l'Acquéreur, qui s'y oblige.

ARTICLE 16 – IMPREVISION

Considération prise des dispositions de l'article 1195 du Code civil issu de l'Ordonnance n°2016-131 du 10 février 2016, les Parties conviennent d'assumer le risque lié à tout éventuel changement de circonstances qui serait imprévisible lors de la conclusion des présentes sans pouvoir imposer une quelconque renégociation ou résolution du contrat au titre des dispositions de l'article 1195 du Code Civil.

Ainsi, la volonté des Parties consiste à préserver avant tout les termes des accords convenus aux présentes, tels que stipulés.

ARTICLE 17 – AFFIRMATION DE SINCERITE

Conformément aux dispositions de l'article 1837 du Code général des impôts, les Parties déclarent sous les peines édictées par le Code général des impôts que le prix convenu entre elles, est réel et qu'il n'est ni modifié, ni contredit par une contre-lettre.

ARTICLE 18 – LOI APPLICABLE – ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Les présentes seront, pour leur validité, leur interprétation et leur exécution soumises à la loi française.

En cas de litiges, les Parties essaieront dans un premier temps d'y remédier amiablement.

A défaut de résolution amiables, les litiges auxquels les présentes et leurs suites pourraient donner lieu seront soumis aux juridictions compétentes du ressort de la Cour d'Appel de RENNES (35).

ARTICLE 19 – ELECTION DE DOMICILE

Chaque Partie fait élection de domicile en leur adresse et sièges sociaux respectifs, tel qu'indiqué en-tête des présentes.

Tout changement d'adresse de l'une des Parties devra être notifié aux autres Parties dans les formes prévues par l'article 14 « NOTIFICATION » ci-avant.

* * *

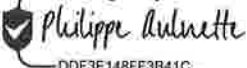
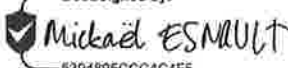
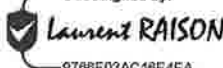
Fait le 13 mars 2023.

ORIGINAUX – SIGNATURE ELECTRONIQUE

Le présent acte est rédigé pour être signé par les soussignés sous forme électronique en conformité avec les dispositions des articles 1366 et 1367 du Code civil, grâce à l'usage d'un procédé fiable d'identification des soussignés qui garantit l'identité des signataires et l'intégrité de l'acte. Le présent acte a la même force qu'un écrit. Les signataires du présent

acte certifiant que la re-matérialisation sur support papier pour satisfaire aux formalités légales, ou pour être retranscrit sur tout support prescrit par la loi ou les statuts, est conforme à l'original conclu sous format électronique.

* * *

LE CEDANT Pour HPA Monsieur Philippe AULNETTE « Bon pour cession de mille cinq cent quarante (1 540) parts sociales » « Bon pour cession de mille cinq cent ...quarante...(1 540) parts sociales..... ». DocuSigned by:  DDF3E148FF3B41C...	LE CESSIONNAIRE Pour la société M-PARTICIPATIONS Monsieur Mickaël ESNAULT « Bon pour acquisition de mille cinq cent quarante (1 540) parts sociales » « Bon pour acquisition de mille cinq cent quarante...(1 540) parts sociales ». DocuSigned by:  5394895CCC4C4F5...
Intervenant aux présentes : Pour la société 6ENERGY GROUP Monsieur Laurent RAISON, Gérant DocuSigned by:  9768E03AC46E4EA...	

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
RENNES

Le 14/04/2023 Dossier 2023 00013199, référence : 3504P61 2023 A 02724

Enregistrement : 7777 € Penalités : 0 €

Total liquidé : Sept mille sept cent soixante-dix-sept Euros

Montant reçu : Sept mille sept cent soixante-dix-sept Euros

6ENERGY GROUP

Société à responsabilité limitée au capital de 589 479,42 euros
Siège social : La Palmeraie – 11, rue du Bois de Soeuvres
35770 VERN SUR SEICHE
437 493 455 RCS RENNES

STATUTS MIS A JOUR

**SUR DECISION DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
EN DATE 13 MARS 2023**

- Cession de parts sociales et modification de la répartition du capital social -

Pour copie certifiée conforme.

Le Gérant
Monsieur Laurent RAISON

DocuSigned by:
 **Laurent RAISON**
9766E03AC46E4EA...

STATUTS

Article 1 - FORME

Il est formé entre les requérants, tous futurs propriétaires des parts ci-après créées et tous propriétaires des parts qui pourraient être créées ultérieurement, une Société à Responsabilité Limitée qui sera régie par la Loi du 24 Juillet 1966, toutes autres dispositions légales ou réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

Article 2 - OBJET

La société a pour objet la prise de participation par achat, échange ou souscription dans toute entreprise créée ou à créer, quel que soit leur objet, en France ou à l'étranger ;
la gestion, la cession et l'échange de tout portefeuille de titres de sociétés quelle que soit la nature de celles-ci ;
le portage en tout ou partie de portefeuille de titres ou d'options de souscription de titres de sociétés quelle que soit la nature de celles-ci ;
le prêt d'argent aux sociétés ou aux associés des sociétés dans lesquelles la société détient une participation ;
la prise de brevet, la recherche et développement, l'achat, la concession, l'échange de tous droits de propriété intellectuels ou industriels ; l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevet, droit d'auteur ou savoir-faire se rattachant à l'objet social, son extension ou son développement ;
la prise, la vente, la location ou l'achat et la mise à disposition de noms de domaines ;
Les prestations de services de type administratif, financier, marketing, ainsi que le conseil en organisation, la formation ainsi que toute étude ou expertise dans ces domaines ;
Toutes opérations nécessaires à la bonne gestion de ses actifs.

Et en général, toutes opérations se rapportant à cet objet ou contribuant à sa réalisation et notamment accorder toutes garanties au profit d'établissements bancaires ou financiers, quelles qu'elles soient (hypothèque, caution, aval, etc.) pourvu que ces opérations n'altèrent pas son caractère civil.

A titre subsidiaire, la société a pour objet également tant pour le compte des entreprises, administrations que pour le compte de particuliers :

- la conception et le développement de logiciels et de composants informatiques ; la création et la gestion de bases de données par tous procédés ; l'édition de logiciels et de bases de données ;
- la conception, l'installation et l'exploitation de tous réseaux informatiques de type intranet, extranet et internet ainsi que de tous dispositifs de communications et notamment de tous serveurs informatiques et télématiques, tant pour son compte que pour le compte de tiers ;
- le conseil et les prestations de services pour étudier, organiser et mettre en place de tels serveurs et services, y inclus les opérations de maîtrise d'oeuvre et de maîtrise d'ouvrage déléguée ainsi que la conception graphique de tous éléments ;
- la fourniture d'accès à des réseaux informatiques de communication ou de télécommunication, la fourniture de services électroniques de communication ; les prestations d'étude de sécurité et de fournitures de dispositifs de sécurité ;
- les opérations d'infogérance de systèmes et d'équipes informatiques ;
- les activités de formation, relatives aux domaines précités ;
- le conseil en gestion et en organisation,
- la vente de serveurs informatiques ainsi que les activités de négoce de matériels, de consommables et de fournitures pour l'informatique et la bureautique ainsi que les opérations d'importation et d'exportation de ceux-ci ;
- la sous-traitance de contrats ainsi que la sous-traitance de l'exploitation de serveurs et de réseaux informatiques, le mandat de gestion de tels équipements ;

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : **6NERGY GROUP**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé :

La Palmeraie – 11, rue du Bois de Soeuvres - 35770 VERN SUR SEICHE.

La Société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de RENNES

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision de la gérance sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Article 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre vingt dix neuf années (99 ans) à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation de la durée de la société.

Article 6 - APPORTS

Les soussignés apportent à la société, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, les biens désignés et estimés ci après :

Monsieur Laurent Raison

les six cent douze (612) parts sociales détenues dans 6Tm Sarl
les huit cent quatre vingt quatre mille cinq cents (884500) actions de nominal 4,50 francs détenues dans la SA Comptanoo

Mademoiselle Karine Sauvé

les cinquante deux (52) parts sociales détenues par dans 6Tm Sarl
les soixante quinze mille (75000) actions de nominal de 4,50 francs détenues dans la SA Comptanoo

Monsieur Philippe Aulnette

les deux cinquante cinq (255) parts sociales détenues par dans 6Tm Sarl
les trois cent soixante treize mille (373000) actions de nominal de 4,50 francs détenues dans la SA Comptanoo

Monsieur Stéphane Trémier

- les quatre vingt un (81) parts sociales détenues par dans 6Tm Sarl
- les cent vingt mille cinq cent quatre vingt-dix neuf (120599) actions de nominal de 4,50 détenues dans la SA Comptanoo

L'ensemble de ces éléments incorporels est évalué à trois millions d'euros (3 000 000 €).

Aux termes d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 30 décembre 2002 le capital social a été réduit de 1 000 000 pour être ramené à 2 000 000€.

Aux termes d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 31 décembre 2006 le capital social a été réduit une première fois de 439.000,00 €, par abaissement du nominal de la part sociale de 40,00 à une valeur de 31,22 €, soit un capital de 1.561.000,00

Aux termes d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 31 décembre 2006 le capital social a fait l'objet d'une seconde réduction de capital d'un montant de 19.356,40 pour être ramené à 1.541.643,60 €. », par annulation de 620 parts sociales.

Aux termes d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 13 Avril 2007 le capital social a été réduit une première fois de 237.024,00 €, par abaissement du nominal de la part sociale de 31,22 à une valeur de 26,42 €, soit un capital de 1.304.619,60

Aux termes d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 13 Avril 2007 le capital social a fait l'objet d'une seconde réduction de capital d'un montant de 39.471,48 pour être ramené à 1.265.148,12 €. », par annulation de 1494 parts sociales.

Aux termes d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 27 décembre 2007 le capital social a été réduit de 583.730,34 €, par abaissement du nominal de la part sociale de 26,42 à une valeur de 14,23 €, soit un capital de 681.417,78

Aux termes d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 15 novembre 2008 le capital social a été réduit de 26337,30 €, par abaissement du nominal de la part sociale de 14,23 à une valeur de 13,68 €, soit un capital de 655 080,48

Aux termes d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 15 novembre 2008 le capital social a été réduit de 55 068,90 €, par abaissement du nominal de la part sociale de 13,68 à une valeur de 12,53 €, soit un capital de 600 011,58 €.

Aux termes d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 31 juillet 2009 le capital social a été réduit de 38 308,80 €, par abaissement du nominal de la part sociale de 12,53 à une valeur de 11,73 €, soit un capital de 561 702,78 €.

Aux termes d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire du 5 novembre 2014, le capital social a été réduit de 5.513,10 par rachat des 470 parts sociales de la société 6NCO en vue de leur annulation immédiate.

Par délibérations en date du 16 mai 2022, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés a décidé d'augmenter le capital social de la Société de vingt-sept mille huit cent vingt-trois euros et cinquante-six centimes (27 823,56 €) par émission de deux mille trois cent soixante douze (2 372) parts sociales nouvelles, émises au prix de 168,72 euros chacune, prime d'émission incluse, en contrepartie d'apports en numéraire.

Par délibérations en date du 30 décembre 2022, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés a décidé d'augmenter le capital social de la Société de cinq mille quatre cent soixante-six euros et dix-huit centimes (5 466,18 €) par émission de quatre cent soixante-six (466) parts sociales nouvelles, émises au prix de 168,72 euros chacune, prime d'émission incluse, en contrepartie d'apports en nature de titres sociaux consentis par la société M-PARTICIPATIONS.

Suivant acte de cession de parts sociales sous seing privé en date du 13 mars 2023, la société HPA a cédé à titre onéreux à la société M-PARTICIPATIONS la pleine propriété de mille cinq cent quarante (1 540) parts sociales de la Société, numérotées de 39 828 à 41 367 inclus.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social s'élève à cinq cent quatre-vingt-neuf mille quatre cent soixante-dix-neuf euros et quarante-deux centimes (589 479,42 €).

Il est divisé en cinquante mille deux cent cinquante-quatre (50 254) parts sociales de 11,73 € (onze euros et soixante-treize centimes) de valeur nominale chacune.

La collectivité des associés, par décision extraordinaire, peut apporter toutes les modifications admises par la loi et l'usage au capital social et à sa division en parts sociales ce, dans le respect des prescriptions des articles 61 à 64 de la loi du 24 Juillet 1966.

Article 8 - PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées comme suit à l'issue de la dernière assemblée générale extraordinaire :

- Monsieur Laurent RAISON, Quatorze-mille trois cent soixante huit parts sociales numérotées de 16 095 à 30 462,	14 368 parts
- HBO SARL, Seize-mille six cent quatre-vingt-sept parts sociales numérotées de 001 à 16 094 et de 50 001 à 50 593,	16 687 parts
- Monsieur Philippe AULNETTE, Quatre mille cinq cents parts sociales numérotées de 41 368 à 45 867,	4 500 parts
- HPA SARL, Huit mille trois cent vingt et une parts sociales numérotées de 33 047 à 41 367,	6 781 parts
- STH SARL, Quatre mille cent trente-trois parts sociales numérotées de 45 868 à 50 000,	4 133 parts
- Monsieur Xavier MEDARD, Cinq cent quatre-vingt-treize parts sociales numérotées de 50 594 à 51 186,	593 parts
- OHANA INVESTISSEMENTS, Cinq cent quatre-vingt-treize parts sociales numérotées de 51 187 à 51 779,	593 parts
- M- PARTICIPATIONS, Deux mille cinq cent quatre-vingt-dix neuf parts sociales numérotées de 39 828 à 41 367 et de 51 780 à 52 838,	2 599 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social

50 254 parts

Les parts sociales de capital ne sont pas négociables. Leur propriété résulte seulement des statuts de la société, des actes qui les modifient, des cessions et mutations ultérieures, le tout régulièrement consenti, constaté et publié.

Les mutations entre vifs sont constatées par acte authentique ou sous seing privé. Elles deviennent opposables à la société, soit après leur acceptation par la gérance dans un acte authentique, soit par une signification faite à la société par acte d'huissier de justice, soit par simple dépôt au siège social d'un original de l'acte de cession contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt. Elles ne sont opposables aux tiers qu'après accomplissement des formalités qui précèdent puis le dépôt de deux originaux enregistrés ou de deux copies authentiques de l'acte qui les constate au greffe du Tribunal, en annexe du R.C.S.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Dans les diverses manifestations de la vie sociale, les propriétaires indivis de parts sociales sont représentés par un mandataire commun pris entre eux ou en dehors d'eux ; à défaut d'entente, il sera pourvu par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé, à la désignation de ce mandataire à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

Sans préjudice du droit au remboursement du capital non amorti qu'elle représente, chaque part de capital donne un droit égal dans la répartition des bénéfices, des réserves, et du boni de liquidation.

Si une part est grevée d'un usufruit, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour toutes les décisions.

Article 9 — AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL

1) Le capital social peut être augmenté par la création de parts nouvelles, ordinaires ou privilégiées, émises au pair ou avec prime et attribuées en représentation d'apport en nature ou en espèces, le tout en vertu d'une décision collective extraordinaire des Associés, selon les modalités qu'elle détermine et en se conformant aux prescriptions des articles L 223-31 et L 223-32 du Nouveau Code de commerce.

Il peut également être augmenté, en vertu d'une semblable décision par la conversion de tout ou partie des bénéfices et réserves en parts nouvelles nominales ou pour leur affectation à l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

2) Le capital peut aussi être réduit par décision collective extraordinaire des Associés pour cause de perte ou par voie de remboursement ou de rachat partiel de parts et au moyen de la réduction de la valeur nominale ou du nombre des parts, sans toutefois que le capital social et la valeur nominale des parts puissent être réduits au-dessus du minima fixé par la Loi.

Si, à la suite de perte, le capital est ramené à un montant inférieur au minimum légal, la réduction doit être suivie dans le délai d'un an d'une augmentation ayant pour effet de le porter au moins à ce montant minimum à moins que dans le même délai, la Société ne se transforme en Société d'une autre forme n'exigeant pas un capital minimal, à défaut tout intéressé peut demander en Justice la dissolution de la Société après avoir mis la Gérance en demeure de régulariser la situation.

En aucun cas, la réduction de capital, quelle qu'en soit la cause, ne peut porter atteinte à l'égalité des Associés.

3) Le capital social peut également en vertu d'une décision collective extraordinaire des Associés être amorti en totalité ou partiellement, au moyen des bénéfices ou réserves autres que la réserve légale. Les parts sociales, intégralement ou partiellement amorties perdent, à due concurrence, leurs droits au remboursement de leur valeur nominale, mais elles conservent leurs autres droits.

4) Lors de toute augmentation ou réduction du capital social les Associés devront, le cas échéant, faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de parts ou droits nécessaires pour permettre l'attribution de l'échange ou profit de chacun d'eux d'un nombre entier de parts nouvelles.

Article 10 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

1) Toute cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou sous seings privés.

Elle n'est opposable à la Société qu'après lui avoir été signifiée par exploit d'huissier ou l'avoir acceptée dans un acte authentique conformément à l'Article 1690 du Code Civil. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités et en outre après publicité au Registre du Commerce et des Sociétés.

2) Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Toute autre cession sera soumise au consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

A l'effet d'obtenir ce consentement, le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois, à compter de la dernière des notifications le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, les Associés sont tenus, dans le délai de trois mois, à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'Article 1868 alinéa 5 du Code Civil. A la demande de la gérance, ce délai peut être prorogé une seule fois par décision de Justice, sans que cette prorogation puisse excéder six mois.

La Société peut également avec le consentement de l'Associé cédant, décider, dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet Associé et de racheter ces parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans peut, sur justification, être accordé à la société par décision de Justice; les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Si à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues, aux deux alinéas qui précèdent n'est intervenue, l'Associé peut réaliser la cession initialement prévue, à la condition toutefois qu'il possède les parts qui en ont fait l'objet depuis au moins deux ans, à moins qu'il ne les ait recueillies en suite de

succession, de liquidation de communauté, de biens entre époux, de donation par son conjoint ou par un ascendant ou descendant.

Si cette condition n'est pas remplie, l'Associé cédant ne pourra se prévaloir des dispositions prévues ci-dessus concernant le rachat de ses parts, et, en cas de refus d'agrément, il restera propriétaire des parts objet de la cession projetée.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous modes de cession, même aux adjudications publiques en vertu d'ordonnance de Justice ou autrement, ainsi qu'aux transmissions de parts sociales entre vifs à titre gratuit.

Article 11 - GERANCE

1) La Société est gérée et administrée par une ou plusieurs personnes physiques, associées ou non, nommées par les Associés dans les statuts ou par un acte postérieur à une majorité requise pour les décisions ordinaires avec ou sans limitation de durée.

Le ou les gérants sont toujours rééligibles.

Ils peuvent démissionner de leurs fonctions, en prévenant chacun des associés par lettre recommandée individuelle au moins trois mois à l'avance.

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Le ou les gérants peuvent recevoir, en rémunération de leurs fonctions, un salaire fixé par délibération collective ordinaire des associés.

Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

2) Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

3) Dans les rapports entre associés : le gérant ou chacun des gérants a tous les pouvoirs nécessaires pour faire, dans l'intérêt de la société, tous actes de gestion.

Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que la limitation de pouvoirs ci-après puisse être opposée aux tiers ni invoquée par eux, il est expressément convenu que tout achat, vente ou échange d'immeubles ou fonds de commerce, tous emprunts autres que les crédits bancaires ou les dépôts de sommes en comptes courants par les associés toute constitution d'hypothèque ou de nantissement, la fondation de toute Société ou l'apport de tout ou partie de biens sociaux à une Société ne pourront être réalisés sans avoir été autorisés au préalable par une décision collective ordinaire des associés et s'ils emportent directement ou indirectement modification de l'objet social par une décision collective extraordinaire.

Article 12 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

1) Les décisions collectives des associés sont prises en Assemblée Générale ou par voie de consultation écrite, au choix de la Gérance.

Toutefois, la réunion d'une Assemblée est obligatoire pour les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et pour toutes autres décisions si elle est demandée par un ou plusieurs Associés, représentant au moins le quart en nombre et en capital ou la moitié en capital.

2) En cas de réunion, d'une Assemblée Générale, les Associés y sont convoqués par la Gérance quinze jours à l'avance par lettre recommandée indiquant son ordre du jour.

En cas de convocation d'une Assemblée appelée à statuer sur les comptes d'un exercice, les documents sociaux, visés à l'Article 17 ci-après sont adressés aux Associés quinze jours au moins avant la date de l'Assemblée.

En cas de convocation d'une Assemblée autre que celle prévue à l'alinéa précédent, le texte des résolutions proposées, le rapport des Gérants, ainsi que, le cas échéant, celui des Commissaires aux comptes, sont adressés aux Associés quinze jours au moins avant la date de l'Assemblée.

Toute Assemblée irrégulièrement convoquée, peut être annulée, toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

0) Chaque Associé a droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Un Associé ne peut se faire représenter que par un autre Associé ou par son conjoint, justifiant d'un pouvoir spécial.

1) Les décisions collectives sont prises aux conditions de majorité fixées par la Loi, à savoir :

– Les décisions qualifiées d'ordinaires, c'est-à-dire celles appelées à statuer sur les comptes d'un exercice à nommer ou révoquer les gérants et à délibérer sur toutes questions n'emportant pas, directement ou indirectement modification des statuts, qu'autant qu'elles sont adoptées par des Associés représentant plus de la moitié du capital social, si ce chiffre n'est pas atteint à la première consultation, les associés sont réunis ou consultés une seconde fois, et les décisions sont alors valablement prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

– Toutes autres décisions qualifiées d'extraordinaires c'est-à-dire celles comportant ou entraînant modification des statuts, qu'autant qu'elles sont adoptées par des Associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Toutefois, les Associés ne peuvent si ce n'est à l'unanimité changer la nationalité de la société ou la transformer en Société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions, et, en aucun cas, la majorité ne peut obliger un Associé à augmenter son engagement social.

En outre, la transformation en Société Anonyme, ne peut être décidée à la majorité requise pour la modification des statuts si la société n'a établi et fait approuver par les associés le bilan de son premier exercice.

– Enfin les décisions extraordinaires relatives à l'approbation des cessions de parts sociales à des tiers étrangers à la société ne sont valablement prises qu'autant qu'elles sont adoptées par la majorité en nombre des Associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

5) Les décisions collectives des associés sont constatées par la gérance sur un registre spécial, conformément à la réglementation en vigueur, et signées par le ou les Gérants.

En cas de consultation écrite, la réponse de chaque Associé est annexée au Procès-Verbal. Lorsqu'une décision est constatée dans un acte ou Procès-Verbal notarié, celui-ci doit être transcrit ou mentionné sur le registre spécial et sous la forme d'un Procès-Verbal dressé et signé par la Gérance.

Article 13 - CONSULTATION ECRITE

En cas de consultation écrite, la Gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée avec avis de réception le texte des résolutions proposées accompagné du rapport de la Gérance et des documents nécessaires à l'information des Associés.

Les Associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution pour émettre leur vote par écrit, le vote est formulé sur le texte des résolutions proposées et, pour chaque résolution, par les mots "oui" ou "non".

La réponse est adressée à la Société également par lettre recommandée avec avis de réception. Tout Associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

Le procès-verbal de la délibération sera établi par la gérance selon les formes indiquées à l'article 12, mais en mentionnant que la consultation a eu lieu par écrit et en annexant au procès-verbal la réponse de chaque associé.

Article 14 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article L 223-35 du Nouveau Code de commerce.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Si le capital social vient à excéder le montant prévu par la Loi, la Société sera pourvue, dans les plus brefs délais à l'initiative de la Gérance et par décision collective ordinaire des associés, d'un ou plusieurs Commissaires aux Comptes investis des fonctions, pouvoirs et attributions que leur confèrera la Loi.

Article 15 - COMPTES COURANTS

Chaque associé a la faculté, sur la demande ou avec l'accord de la gérance, de verser dans la caisse sociale, en compte courant les sommes qui seraient jugées utiles pour les besoins de la société.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après préavis donné par écrit un mois à l'avance.

Les conditions intérêts, de remboursement et de retrait de chacun de ces comptes sont déterminées, par convention intervenue directement entre la gérance et le déposant et soumises ultérieurement à l'approbation des associés, conformément aux dispositions visées.

Si la trésorerie disponible à cette échéance ne permet pas de rembourser le montant sollicité, la société disposera d'un différé de remboursement de six mois au plus, à charge pour la société de notifier la durée de ce différé à l'associé concerné.

Article 16 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social commence le 01 juillet et se termine le 30 juin.

Par exception, le premier exercice sera clos le 30 juin 2002

Article 17 - INVENTAIRE — COMPTE ET BILAN

Les écritures de la Société sont tenues conformément aux Lois et usages du Commerce.

A la clôture de chaque exercice, la Gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant.

Elle dresse également le compte d'exploitation générale le compte de pertes et profits et le bilan, après avoir procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance des bénéfices, aux amortissements et provisions nécessaires pour que le bilan soit sincère.

Elle établit un rapport écrit sur la situation de la société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé.

Le compte d'exploitation générale, le compte de pertes et profits et le bilan sont établis, chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes.

Toutefois en cas de proposition de modification, l'Assemblée Générale des Associés au vue des comptes établis selon les formes, méthodes tant anciennes que nouvelles et sur le rapport de la gérance, se prononce sur les modifications proposées.

Article 18 - APPROBATION DES COMPTES - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Le rapport de la gérance sur les opérations de l'exercice, l'inventaire, le compte d'exploitation générale le compte de pertes et profits et le bilan sont soumis à l'approbation des Associés réunis en Assemblée dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

A cette fin, les documents visés à l'alinéa précédents autres que l'inventaire, ainsi que le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport des commissaires aux Comptes, sont adressés aux Associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée. Pendant ce même délai l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des Associés. Toute délibération prise en violation de ces dispositions peut être annulée.

A compter de la communication prévue à l'alinéa précédent, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles la Gérance est tenue de répondre au cours de l'Assemblée.

L'Associé peut, en outre et à toute époque, prendre par lui-même et au siège social, connaissance des comptes d'exploitation générale, comptes de pertes et profits, bilans, inventaires, rapports soumis aux Assemblées concernant les trois derniers exercices, sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

Article 19 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

L'Assemblée Générale répartit le bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la loi entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux ; elle en décide les modalités de mise en paiement.

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

Article 20 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

20 —1 : Conventions soumises à la ratification des associés

Le gérant ou s'il en existe un, le commissaire aux comptes, présente à l'assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés, un rapport spécial sur les conventions, autres que celles courantes et conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un des gérants ou associés.

La collectivité des associés statue sur ce rapport. Le gérant ou l'associé intéressé ne peut prendre part au vote et ses parts ne seront pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets à charge pour le gérant et s'il y a lieu, pour l'associé contractant de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, un gérant, un administrateur, un directeur général, un membre du directoire ou un membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

20 -2 : Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants aux représentants légaux des personnes morales associés ou aux associés personnes physiques de contracter, sous quelque forme que ce soit des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des gérants, représentants légaux des personnes morales associés et associés personnes physiques ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 21 - PERTE DE LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

En cas de perte de la moitié du capital social, la Gérance et, à défaut, le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, est tenu dans les quatre mois qui suivent à l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte de consulter pour la modification des statuts, s'il y a lieu la dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par les associés est publiée conformément à la Loi et aux Règlements.

A défaut par le Gérant ou le Commissaire aux Comptes de provoquer une décision, ou si les Associés n'ont pu délibérer valablement, tout intéressé peut introduire devant le Tribunal de Commerce une action en dissolution de la Société.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 22 - DISSOLUTION — LIQUIDATION

A l'expiration de la durée de la société ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la liquidation en est faite par le ou les gérants alors en fonction et, en cas de décès du gérant unique comme dans le cas de refus ou de démission, par un ou plusieurs liquidateurs pris parmi les associés, et à défaut d'entente, par le président du Tribunal de commerce du lieu du siège social à la requête de la personne la plus diligente.

Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable et acquitter le passif. Il peut être autorisé par les associés à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

La dissolution met fin à la mission du commissaire aux comptes s'il en existe.

Article 23 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la Société en une société commerciale d'une autre forme ou en société civile peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité et selon les modalités requises par la loi.

Article 24 - CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

Toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre les associés et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises à la procédure d'arbitrage.

Chacune des parties désigne un arbitre, les arbitres ainsi désignés en choisissent un autre, de sorte que le tribunal soit constitué en nombre impair. A défaut d'accord, le Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre, procédera à cette désignation par voie d'ordonnance.

L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Un nouvel arbitre sera désigné par ordonnance, non susceptible de recours, du Président du Tribunal de commerce, saisi comme il est dit ci-dessus.

Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties convenant de renoncer à la voie d'appel.

Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, tant pour l'application des dispositions qui précèdent, que pour le règlement de toutes autres difficultés.

Article 25 - **JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE**

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Tous pouvoirs sont donnés aux associés avec faculté d'agir ensemble ou séparément, pour remplir les formalités de publicité prescrites par la Loi, et ouvrir tous comptes bancaires, et en général faire le nécessaire.

Article 26 - **FRAIS**

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la Société, portés au compte des frais généraux et amortis dans la première année et, en tous cas, avant toute distribution de bénéfice.

Pour copie conforme.

La Gérance

DocuSigned by:
 **Laurent RAISON**
9766E03AC46E4EA...